

10 oct 2007

S'ABONNER
AU TEMPS

LETEMPS.CH

LE JOURNAL

Sommaire complet
 Editorial
 Zooms
 Temps fort
 International
 Suisse
 Régions
 Economie
 Finance
 Sports
 Société
 Culture
 Eclairages
 Courrier lecteurs
 Météo
 Elections fédérales

FINANCE

Finance
 Fonds placement
 Marchés
 Economie

LES RENDEZ-VOUS

Carrières
 Immobilier
 Samedi culturel
 Disques
 Livres
 Multimédia

LES PLUS DU WEB

Nouvelles en continu

Le Temps | Nouvelles suisses | Article

Les étudiants veulent accélérer la démocratisation des études

Suivi de l'actualité suisse
 en direct

L'Union des étudiants de Suisse (UNES) empoigne le dossier de l'harmonisation des bourses. Lasse d'attendre que le Parlement légifère, elle a présenté mardi son propre modèle de loi sur l'aide à la formation, qui vise une démocratisation des études.

Mardi 9 octobre 2007 15:16
 ATS

"Nous ne sommes pas des parlementaires. Seuls, nous ne pouvons donc pas imposer notre projet de loi", a dit Ada Marra, la secrétaire générale de l'UNES devant la presse à Berne. C'est pourquoi, "nous avons invité, dans une lettre envoyée aujourd'hui, les partis politiques à une table ronde pour discuter de nos revendications". La rencontre est agendée au 29 novembre.

Le projet de loi réforme largement le système actuel des bourses. L'aide aux études devient ainsi une tâche de la Confédération qui pourvoit au financement, a expliqué Mme Marra. Les cantons gardent la compétence d'application et de distribution selon un barème unique pour tout le pays et fixé par une commission fédérale.

Couvrir tous les coûts

Au niveau des montants octroyés, ils devront être "suffisamment importants pour couvrir les coûts inhérents à la formation et les coûts de la vie", qui englobent la nourriture, le loyer ou les assurances, a souligné la présidente de l'UNES Deborah Ummel. Selon la Confédération suisse des institutions d'action sociale, les seuls besoins vitaux pour un étudiant se monteraient à 2140 francs par mois.

Comme aujourd'hui, la capacité financière des parents et de

S'ABONNER

UTILISATEUR

Nom

Mot de passe

Mot de passe oublié?

➤ [Accès d'un jour](#)

Agrandir le texte

Réduire le texte

Transmettre

◆ Anciens articles:

Pascal Couchepin
 veut des campagnes
 électorales plus
 dignes →

Un sous-marin
 solaire pour visiter
 les profondeurs du
 lac de Thoue →

Le PDC martèle ses
 remèdes contre la
 violence juvénile →

➤ [Tous les anciens articles](#)

[Photos](#)
[Vidéos](#)
[Dessins](#)
[Blogs](#)
[Forums](#)
[Dossiers](#)
[Archives](#)
[Revue de presse](#)
[Newsletters](#)
[Hors-séries](#)
[Netvibes](#)
[Flux RSS](#)
[Edition PDF](#)
[Edition ePaper](#)

LES SERVICES

[Abonnements](#)
[Espace abonnés](#)
[Boutique](#)
[Events](#)
[SMSAnnonces](#)
[WebAdresses](#)
[Publicité](#)
[Voyages](#)
[Rencontres](#)

LE TEMPS SA

[Présentation](#)
[Visite](#)
[Contacts](#)

LE TEMPS

Place de Cornavin 3
Case postale 2570
1211 Genève 2

tel: +41(0)22 799.58.58

fax: +41(0)22 799.58.59

l'étudiant entrèrent en ligne de compte pour l'octroi d'une bourse. Mais jusqu'à un certain point seulement: les parents ne seront en effet plus obligés de soutenir leur enfant si celui-ci est au bénéfice d'une première formation et qu'il a travaillé au moins deux ans. Enfin, le projet de loi ne prévoit plus l'obligation pour un conjoint de contribuer aux études de son partenaire.

Pour éviter à des enfants d'attaquer en justice des parents réticents à financer leurs études, l'UNES veut créer une médiation entre l'Etat et les parents. "Cette tâche serait attribuée aux offices cantonaux des bourses", selon Rahel Imobersteg, membre du groupe de travail. Durant cette médiation, un soutien financier immédiat pourra être avancé à l'étudiant.

Accès aux études garanti

Pour l'UNES, le projet de loi doit permettre à toutes les couches de la population d'accéder aux études. Selon les chiffres de 2005, "seuls 18 % des étudiants des universités ou des Hautes écoles spécialisées (HES) appartiennent à la couche sociale dite basse", a noté Mme Ummel.

Et près de 80 % des étudiants doivent travailler en parallèle à leurs études. Alors même que les changements induits par le processus de Bologne, notamment la limite du temps des études, rendent difficile l'exercice d'une activité rémunérée en parallèle aux études, a rappelé la présidente de l'UNES.

Les représentants des étudiants estiment que leur projet de loi sera une bonne base de travail le 29 novembre pour trouver un consensus réaliste. En tant qu'association apolitique, "nous avons l'avantage de ne pas directement braquer l'un ou l'autre partenaire", a précisé Ada Marra.

Il est difficile pour le moment d'évaluer les réactions. "Pour la simple raison que les partis n'ont pas encore vu le projet", a-t-elle dit.

Dossier sans loi

La question de l'harmonisation des bourses d'études a été à plusieurs reprises discutée au Parlement, mais chaque fois repoussée. On n'a voulu l'intégrer ni dans la nouvelle péréquation financière, ni dans le message sur la formation, la recherche et l'innovation (FRI), ni dans la loi sur l'aide aux Hautes écoles: "Ce n'est jamais le bon endroit, jamais le bon moment", a regretté Mme Ummel.

Face à cette inertie politique, ce sont finalement les étudiants qui ont décidé d'élaborer une loi destinée aux étudiants, a-t-elle conclu.

La Bourse En Ligne

En direct. Simple et facile ! Ça vaut la peine de comparer

www.e-sider.com/bourse

CFD en ligne

Pas de Commissions Cfd sur Indices et Mat Premières

www.synthesisbank.com

Chef de projet

Toutes les étapes nécessaires pour mener à bien votre projet

www.weka.ch

e-mail

info@letemps.ch
www.letemps.ch

© Le Temps. Droits de reproduction et de diffusion réservés.

[→ A propos](#) [→ Nous contacter](#) [→ Votre avis](#) [→ Notre charte](#) [→ RSS](#)

[top](#)